

## Pauvreté des enfants : un test pour les politiques publiques

L'inquiétude quand à l'avenir de ses enfants est une souffrance que l'exclusion sociale inflige à un trop grand nombre de parents. Dans notre société 'moderne', les chiffres qui tentent de mesurer la pauvreté des enfants sont une honte. EAPN se félicite donc que les politiques sociales reconnaissent un caractère prioritaire à la lutte contre la pauvreté des enfants. Nous restons cependant vigilants : la priorité donnée à la situation des enfants ne doit pas servir de faire valoir à des approches de la lutte contre la pauvreté globalement insuffisantes.

Cela est possible à trois conditions :

La priorité à la lutte contre la pauvreté des enfants doit s'inscrire dans un contexte idéologique de respect de tous. Toute stratégie visant à contourner les réticences de l'opinion publique en matière de dépenses sociales en opposant l'« innocence » de enfants au comportement inadéquat parce qu'« inactif » de leurs parents est dangereuse. De même, la mise en avant de la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté et du chômage stigmatise les responsabilités individuelles plus qu'elle ne met en avant les déterminants économiques et sociaux.

La priorité à la lutte contre la pauvreté des enfants doit être choisie comme un levier susceptible d'entraîner une amélioration pour l'ensemble des personnes en situation de pauvreté. C'est un politique ambitieuse qui doit se doter de moyens à sa hauteur.

Enfin, l'amélioration de la situation des enfants ne se fera pas sans la participation des personnes concernées : les enfants eux-mêmes, mais aussi leurs parents.

Dans le cadre de la Méthode Ouverte de Coordination pour la Protection Sociale et l'Inclusion Sociale, la pauvreté des enfants a été choisie comme thème d'échange en 2007. Nous serons extrêmement attentifs à la formulation et la mise en œuvre des politiques choisies : celles ci ne pourront se concentrer uniquement sur le retour à l'emploi.

Claire Champeix  
Chargée de mission chez EAPN

## PAUVRETÉ DES ENFANTS EN EUROPE

### SOMMAIRE

#### Pauvreté des enfants en Europe

- Pauvreté des enfants dans l'Union européenne : vue d'ensemble ..... 2
- Quels indicateurs pour mesurer la pauvreté des enfants ? ..... 2
- Les enfants des rues ne se rencontrent pas que dans les pays du tiers monde! ..... 3
- La pauvreté des enfants dans le processus européen d'inclusion sociale ..... 4
- Enfants placés :  
le rôle des parents ..... 4
- Selon Eurochild, "ce qui manque, c'est une approche politique qui place l'enfant en son centre" ..... 5
- Vers une stratégie européenne sur le droits des enfants ..... 5
- La pauvreté des enfants au Royaume-Uni : pistes pour l'avenir ..... 6
- Paroles ..... 6

#### Nouvelles d'Allemagne

- La pauvreté en Allemagne... dans la moyenne européenne, mais nettement en hausse ..... 7
- Les priorités sociales de la présidence allemande ..... 7
- A quoi ressemble EAPN Allemagne? 8



## Pauvreté des enfants dans l'Union européenne: vue d'ensemble

Nous parlons souvent de la pauvreté des adultes et nous oublions fréquemment celle qui touche les enfants...

**P**ourtant dans l'Union européenne, ce sont eux qui sont plus exposés au risque de pauvreté. Les chiffres sont sans appel : Eurostat estime qu'en 2005, 20% des enfants à charge de moins de 16 ans dans l'UE vivaient en situation de pauvreté, contre 16% des adultes.

Selon les chiffres, ce sont la Slovénie (9%), le Danemark (9%), la Finlande (10%) et la Suède (11%) qui enregistrent le plus bas taux de pauvreté infantile après transferts sociaux. Au bas du classement figurent la Slovaquie (30%), l'Italie (26%), l'Espagne (24%), la Pologne (23%), le Portugal (23%), l'Irlande (22%) et le Royaume-Uni (22%)<sup>1</sup>.

Les taux de pauvreté des enfants dans les nouveaux Etats membres de l'UE sont comparables à ceux de l'ensemble de l'UE mais il ne faut pas oublier que dans des pays moins riches, vivre en dessous du seuil de pauvreté relatif peut signifier vivre bien plus près de l'indigence absolue sans même pouvoir subvenir aux besoins les plus élémentaires.

Bien qu'il n'existe pas de données comparables dans le temps, on peut penser que les pays de l'Union européenne souffrent d'une pauvreté infantile persistante, voire en augmentation pour certains.

### L'exemple du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni, bien qu'enregistrant un taux de pauvreté infantile très élevé, est le seul pays européen à avoir réussi à le réduire de façon importante depuis la dernière décennie (il est passé de 28% de pauvreté infantile en 1995 à 22% en 2003). Le pourquoi du comment ? Le triplement de la pauvreté infantile au Royaume-Uni au cours des derniers vingt ans avait suscité en 1997 une importante mobilisation du gouverne-

ment britannique. L'engagement du gouvernement Blair de réduire la pauvreté infantile d'un quart d'ici 2005, de moitié d'ici 2010 et de l'éliminer d'ici 2020 fait depuis l'objet d'un suivi serré, tant au gouvernement que par la communauté politique et universitaire. Bien que les objectifs de 2005 n'aient été que partiellement atteints, le taux de pauvreté infantile est à son plus faible niveau depuis 1988/89.

### Les déterminants de la pauvreté

Parler du niveau de vie ou de la pauvreté chez les enfants ne peut se faire indépendamment des ménages dans lesquels ils vivent. Le niveau de vie d'un enfant se définit en effet comme celui du ménage de ses parents, où les enfants comptent parmi les unités de consommation qui bénéficient des ressources monétaires du ménage.

**En 2005, 20% des enfants à charge de moins de 16 ans dans l'UE vivaient en situation de pauvreté**

Force est de constater que les changements sociaux et familiaux ont et continuent d'influencer fortement les taux de pauvreté des enfants dans tous les pays. Par exemple, l'incidence de la famille monoparentale s'est accrue dans

de nombreux pays, augmentant le risque de pauvreté des enfants. Le deuxième déterminant, le marché du travail, est de plus en plus fluctuant. Dans la plupart des pays européens, le début des années '90 a été marqué par la récession économique, des innovations technologiques constantes, la migration des travailleurs non spécialisés, des emplois mal payés, et la propension à la privatisation et à la mondialisation. Les chances des travailleurs non qualifiés de gagner décemment leur vie ont généralement diminué. Ces mouvements ont à leur tour apporté des changements dans la vie des enfants, et posé de nouvelles exigences à l'égard de l'Etat.

*1. Statistiques Eurostat issues du Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale 2006 de la Commission européenne. Les pourcentages donnés représentent la proportion de personnes de moins de 16 ans dont le revenu disponible équivalent se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux).*

### Quels indicateurs pour mesurer la pauvreté des enfants ?

Il n'existe à l'heure actuelle pas de données comparables adéquates sur la pauvreté des enfants à l'échelle de l'Union européenne et les statistiques présentées ici sont donc à manier avec précaution.

Les choses se corsent s'il l'on tente de comparer les données de l'Union européenne avec celles qui concernent le reste du monde, comme celles publiées par l'UNICEF. Alors que les statistiques avancées par l'UE représentent la proportion de personnes de moins de 16 ans dont le revenu disponible équivalent se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national, l'UNICEF utilise le seuil de 50%.

En 2003, l'Union européenne a mis en place un nouveau système de collecte des données sur les revenus et les conditions de vie dans l'Union européenne, EU-SILC qui a remplacé le Panel européen des ménages.

Bien que de nombreux pays européens aient déjà commencé à utiliser ce nouveau système, la première série de micros données et d'indicateurs transversaux issus des statistiques EU-SILC pour tous les Etats membres de l'UE25 ne sera disponible qu'en décembre 2006.

En outre, le sous-groupe indicateur du Comité de protection sociale au niveau de l'UE a récemment créé un groupe de travail ad hoc sur la pauvreté des enfants.

A. Gueudet

Voir aussi l'étude de la Commission européenne sur la pauvreté des enfants (mars 2004) :

[http://ec.europa.eu/employment\\_social/social\\_inclusion/docs/child\\_poverty\\_study\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/docs/child_poverty_study_en.pdf)

# Prévenir la transmission intergénérationnelle de la pauvreté

Enfin, il y a eu d'importants changements dans les politiques et les priorités de dépense de nombreux gouvernements. La révision des règles et des conditions déterminant la jouissance et le niveau de prestations sociales ont affecté les revenus des familles. Tous ces changements ont également affecté le positionnement et l'efficacité du filet de protection au moyen duquel les gouvernements tentent de protéger les enfants des pires effets de la pauvreté. Au centre de ces forces se trouve l'enfant.

## Grandir pauvre

La pauvreté des enfants constitue non seulement une négation de leurs droits fondamentaux, mais il hypothèque également le futur bien-être des sociétés européennes. Car les enfants qui grandissent dans la pauvreté auront moins de chance d'atteindre leur plein potentiel. Gardons-nous de stigmatiser les familles à faible revenu mais de nombreuses études montrent que:

- Les problèmes de santé des parents, le manque d'information et les obstacles à l'accès au système de santé ont un impact important sur les enfants. Les enfants pauvres sont en moins bonne santé que les autres.
- La pauvreté et l'exclusion sociale des parents ont des retombées importantes sur le développement cognitif et le niveau d'instruction des enfants.
- La pauvreté met en péril le bien-être psychologique des enfants et des adolescents.

La pauvreté des enfants est un élément important et catalytique dans l'ensemble des circonstances qui perpétuent de tels problèmes d'une génération à l'autre

## Les politiques publiques ont un rôle à jouer

Tout en prenant acte du poids des conditions du marché du travail et des changements sociaux, un tel écart de taux de pauvreté entre les différents pays de l'Union européenne est la preuve qu'il n'y a rien d'inévitable ou d'immuable quant à la pauvreté infantile : elle est le reflet de choix politiques au niveau national.

Un rapport de l'UNICEF de 2005 sur la pauvreté des enfants dans les pays riches montre que des dépenses

publiques majeures dans le domaine familial et social sont clairement associées à une réduction des taux de pauvreté des enfants (Attention, contrairement, aux statistiques d'Eurostat qui utilisent le seuil de 60%, les statistiques de l'UNICEF représentent la proportion de personnes de moins de 16 ans dont le revenu disponible équivalent se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté, fixé à 50% du revenu disponible équivalent médian national).

Aujourd'hui, l'intervention gouvernementale réduit de 40 % en moyenne les taux de pauvreté des enfants qui résulteraient théoriquement des forces du marché

livrées à elle-même. Les chiffres montrent que les gouvernements aux taux de pauvreté des enfants les plus bas réduisent tous les « taux de pauvreté imputable au marché » de 80% ou plus, tandis que ceux avec les taux de pauvreté les plus élevés ne réduisent la « *pauvreté imputable au marché* » que de 10 à 15%.

Le Danemark, la Suède, la Finlande et la Belgique ont réussi à ramener le taux de pauvreté des enfants à moins de 10% et représentent les quatre pays qui allouent 10% ou plus du PIB aux types de transferts sociaux associés à la réduction de la pauvreté des enfants. Dans ces quatre pays la proportion d'allocations est la plus élevée pour les enfants d'âge préscolaire.

En revanche, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne consacrent la proportion la plus basse du PIB aux transferts sociaux et de plus, l'état intervient beaucoup moins pour protéger les familles à bas revenu. Pourtant, le rapport de l'UNICEF constate également des différences considérables des taux de pauvreté dans des pays où les dépenses publiques sont plus ou moins semblables.

Quelle conclusion en tirer ? Cette constatation laisse supposer que les taux de pauvreté ne découlent pas seulement de l'ampleur de l'aide publique mais de la façon dont celle-ci est dispensée. Selon l'UNICEF, de nombreux pays européens pourraient ramener le taux de pauvreté des enfants au-dessous de 10% sans augmentation importante de leurs dépenses globales.

Audrey Gueudet

Chargée de l'information, EAPN

## LES ENFANTS DES RUES NE SE RENCONTRENT PAS QUE DANS LES PAYS DU TIERS MONDE...

Les statistiques sur la pauvreté des enfants ne montrent qu'une facette de la réalité. Elles prennent seulement en compte les enfants qui vivent au sein d'un ménage. Et les autres ? Oui, les autres... les enfants des rues... Car les enfants des rues ne se rencontrent pas que dans les pays en développement. Au contraire.

De Bruxelles à Tallin en passant par Bucarest, Naples, Madrid, Marseille, Bratislava, Dresde et Birmingham, le nombre des enfants des rues ne cesse d'augmenter. Ce phénomène prend même des proportions alarmantes dans certains nouveaux Etats membres et en Roumanie et Bulgarie.

Il n'existe pas à l'heure actuelle de statistiques fiables concernant les enfants des rues. L'Organisation polonaise « Foundation for Poland » estime que près de 15 000 enfants vivent dans les rues de Varsovie. En Roumanie, les chiffres varient entre 5000, selon les données officielles, et 60 000, selon différentes ONG et la presse internationale.

En Europe, la *European Foundation for Street Children Worldwide* (Fondation européenne pour les enfants des rues du monde entier) cherche à améliorer les droits et les situations des enfants menacés, en particulier les enfants des rues.

A. Gueudet

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : [www. http://www.enscw.org/](http://www.enscw.org/)

## Enfants placés: le rôle des parents

De nombreuses études sur les enfants placés montrent que ces enfants sont pour la plupart issus de milieux sociaux et économiques défavorisés et que les raisons de leur placement est généralement lié à l'incapacité des parents de subvenir à leurs besoins. Il est donc essentiel de reconnaître le lien qui existe entre la pauvreté et l'institutionnalisation des enfants lorsque la pauvreté infantile est abordée au niveau européen.

La famille est source d'espoir et de force pour les personnes en situation de pauvreté et constitue un point de départ pour faire face à leur situation. Afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté infantile, il est donc nécessaire de commencer par reconnaître la pauvreté des parents et de leur accorder la première place dans la construction du futur de leurs enfants en leur donnant le soutien dont ils ont besoin.

Ce que nous demandons, à présent, c'est une discussion sur la façon dont les politiques de la famille pourraient être améliorées et mises en tête des priorités en matière de lutte contre la pauvreté des enfants. Nous souhaitons également que les personnes qui sont directement concernées – les enfants et les parents – jouent un rôle plus actif dans cette lutte. Ceci permettrait de sauvegarder les liens de base qui unissent les parents à leurs enfants et par conséquent, faire respecter les droits de l'homme dans leur ensemble.

*Sarah Welford*

*Mouvement international ATD Quart Monde*

Voir aussi: la publication d'ATD Quart Monde 'Valuing Children, Valuing Parents':

<http://www.4thworldmovement.org/Publications/text%20book/valuing%20children.htm>

## La pauvreté des enfants dans le processus européen d'inclusion sociale<sup>2</sup>

**L** Le processus européen d'inclusion sociale s'est accompagné, tout au long de son déroulement, d'une prise de conscience accrue de l'importance de la pauvreté des enfants. Cette question figure aujourd'hui au centre des préoccupations politiques de l'Union européenne.

### Pourquoi est-ce une priorité ?

Trois arguments l'expliquent. En premier lieu, le problème non seulement s'aggrave, mais se pérennise. La seconde raison, c'est que la pauvreté des enfants est un déni des droits fondamentaux, tels que cités dans la Déclaration de l'ONU sur les droits de l'Enfant. Enfin, un enfant qui grandit dans la pauvreté ne pourra jamais réaliser tout son potentiel. Les Etats membres ne peuvent se permettre de gaspiller leurs futures ressources humaines sans mettre à mal la viabilité de leur croissance économique et de leur futur développement.

### La nature de la pauvreté des enfants et de l'exclusion sociale : les enseignements du processus européen d'inclusion sociale

Depuis 2000, de nombreuses leçons ont déjà été tirées ; nous en citerons six : La pauvreté des enfants est un problème complexe et multidimensionnel qui exige une action coordonnée et intégrée au-delà d'un large éventail de politiques économiques, sociales et culturelles. En second lieu, la pauvreté des enfants se manifeste sous la forme d'un accès inégal aux ressources et opportunités. Dès lors, pour la combattre, il convient de réduire les manifestations extrêmes des inégalités, tant au niveau des revenus que des services ou des débouchés. Troisièmement, la pauvreté des enfants limite le développement personnel des individus et induit des conséquences sur le très long terme que seule une intervention rapide permettra de réduire. En quatrième lieu, pauvreté des enfants et discrimination sont fortement liées l'une à l'autre, les enfants issus de minorités ethniques, principalement les enfants Roms, les enfants vivant dans des familles migrantes, les enfants institutionnalisés ou handicapés étant particulièrement concernés. Le cinquième enseignement est que les enfants les plus menacés vivent dans des familles monoparentales ou dans des familles nombreuses. Il importe, donc, d'améliorer

les possibilités financières et professionnelles de ces familles, ainsi que leur accès aux services sociaux. Sixième leçon : la pauvreté des enfants étant un déni des droits des enfants, les besoins spécifiques des enfants doivent être placés au centre des politiques.

### La pauvreté des enfants dans le processus européen

Cette question figure au titre de priorité dans un grand nombre des plans d'action nationaux sur l'inclusion sociale. Elle a ensuite été mise en exergue dans les rapports de la Commission européenne et est devenue une priorité du programme d'action communautaire sur l'exclusion sociale. De nombreuses études ont été demandées sur le sujet, qui a fait l'objet de plusieurs projets transnationaux et évaluations par les pairs. Une aide a été accordée à des réseaux européens, comme Eurochild. Le sujet a également été abordé, comme priorité, lors de nombreux événements.

Il faut dorénavant renforcer et intensifier les efforts entrepris. Cela signifie, entre autres : intégrer de manière transversale le dossier de la pauvreté des enfants dans l'ensemble des politiques nationales et européennes ; renforcer les indicateurs d'évaluation des progrès accomplis au niveau de l'UE pour combattre la pauvreté des enfants et améliorer leur bien-être ; évaluer et documenter dans les détails les activités menées par les Etats membres et formuler des recommandations afin de les renforcer ; diffuser plus largement les acquis du programme d'action communautaire en cours ; veiller à ce que le nouveau programme communautaire, Progress, prévoie une série d'activités allant dans le sens de plus d'échanges et de savoirs sur la pauvreté des enfants ; impliquer davantage les enfants vivant en situation de pauvreté et les organisations qui les représentent dans le processus au niveau local, national et européen ; mettre en place une stratégie efficace de sensibilisation du public à la problématique de la pauvreté des enfants. Ces mesures s'imposent, car la réussite du processus européen d'inclusion sociale et la garantie d'une plus grande justice sociale et d'un développement économique et sociale durable à l'avenir dépendront de notre capacité à combattre la pauvreté des enfants.

*Hugh Frazer, Expert indépendant*

*(ancien expert national auprès de la DG Emploi de la Commission)*

<sup>2</sup> Cet article se base sur une recherche publiée par l'UNICEF sur les leçons apprises du processus européen d'inclusion sociale sur la lutte contre la pauvreté infantile depuis 2000.



## « Ce qui manque, c'est une approche politique qui place l'enfant au centre »

La pauvreté des enfants dans l'Agenda d'inclusion sociale de l'UE : entretien avec Jana Hainsworth, Secrétaire générale d'Eurochild

### EAPN : Pourquoi est-il à ce point important de s'attaquer à la pauvreté des enfants à l'échelle de l'UE ?

*Jana Hainsworth* : en premier lieu, force est d'admettre que les enfants sont davantage susceptibles de vivre dans la pauvreté que tout autre catégorie de la population. Deuxièmement, on reconnaît ainsi de plus en plus que les enfants ont des droits indépendants de ceux des adultes ou de leurs parents. Ce constat revêt une grande importance car il signifie qu'ils ne sont plus considérés comme des bénéficiaires passifs de l'aide, mais des parties prenantes actives possédant le contrôle de leur vie et capables d'influencer les politiques et décisions qui les concernent. Troisièmement, combattre la pauvreté des enfants a un sens tant politique qu'économique. Des enfants qui grandissent dans la pauvreté courent davantage de risques d'être au chômage et de vivre dans la pauvreté une fois l'âge adulte atteint. Briser le cycle récurrent de la pauvreté exige que les enfants aient la possibilité de participer pleinement à la société et d'y réaliser leur potentiel.

### EAPN : Dans quelle mesure l'agenda européen d'inclusion sociale contribue-t-il à combattre ce problème ?

*Jana Hainsworth* : la plupart des Etats membres ont fait de la pauvreté des enfants une priorité stratégique dans le dernier cycle des Plans d'action nationaux sur l'inclusion sociale. En fait, nous pouvons remercier la Méthode ouverte de Coordination de l'UE appliquée à l'inclusion sociale qui a rendu plus visible la pauvreté des enfants et qui l'a placée au centre de l'échiquier politique. Les organisations qui travaillent pour et avec les enfants dans l'ensemble de l'UE peuvent se réjouir que cette problématique reçoive enfin l'attention qu'elle mérite et qu'il y ait enfin un débat et un échange sur la meilleure manière d'améliorer les vies de millions d'enfants partout en Europe.

### EAPN : Quelle est le sentiment des organisations qui travaillent avec les enfants défavorisés face aux réponses politiques qui voient le jour dans les Etats membres ?

*Jana Hainsworth* : Eurochild a pris la température depuis le récent dépôt des Plans d'action nationaux sur l'inclusion sociale 2006-2008 (PAN Incl 2006-2008). Nous regrettons toujours que les enfants bénéficient rarement d'une reconnaissance en tant qu'acteurs de leur plein droit. Malgré tous les efforts entrepris par les Etats membres pour appliquer les droits des enfants - tels qu'ils sont inscrits dans la Convention de l'ONU - peu d'entre eux se servent de cette expérience lorsqu'il s'agit de mettre en place leurs stratégies d'inclusion sociale. Aucun n'a prévu de consultation directe des enfants ou des jeunes, même en dépit des bonnes pratiques qui existent en la matière. Non seulement ce choix déresponsabilise-t-il les enfants et les jeunes, mais il induit de moins bonnes politiques.

Quoi qu'il en soit, quelques signes encourageants semblent indiquer que certains Etats membres adoptent une approche plus holistique de la pauvreté des enfants. Le revenu de la famille est, à ce jour, le principal indicateur de la pauvreté des enfants au niveau de l'UE et, donc, la principale cible des politiques. Sans nier l'importance du revenu dans le bien-être et les chances de réussite d'un enfant, force est d'admettre que le tableau est plus complexe. Plusieurs pays suivent d'autres dossiers, comme la santé des enfants, le logement, l'enseignement, l'accès aux services et aux loisirs...

D'une manière générale, nous pouvons dire que les derniers PAN Inclusion sociale contiennent d'excellentes idées. Ce qui manque, c'est une approche politique qui place l'enfant au centre. Il s'agit de considérer l'enfant, non pas comme un travailleur en devenir, mais comme un citoyen avéré. Cela signifie qu'il convient de leur donner la parole et d'aborder les problématiques dont eux-mêmes perçoivent l'importance dans leur vie actuelle.

Entretien par A. Gueudet  
Rendez-vous sur le site d'Eurochild : [www.eurochild.org](http://www.eurochild.org)

## VERS UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE SUR LES DROITS DES ENFANTS

Le 4 juillet 2006, la Commission européenne a rendu public sa toute première communication sur les droits des enfants dans les politiques externes et internes de l'UE, intitulée : « Vers une stratégie européenne sur les droits des enfants ».

Celle-ci fixe une série de mesures à court terme visant à aborder des questions urgentes, ainsi que sept objectifs spécifiques :

- Capitaliser sur les activités existantes tout en répondant aux besoins urgents
- Identifier les priorités en vue des actions futures de l'UE
- Intégrer de manière transversale les droits des enfants dans l'ensemble des actions de l'UE
- Mettre en place une coordination et des mécanismes de consultation efficaces
- Renforcer les capacités et l'expertise sur les droits des enfants
- Mettre en place une stratégie de communication sur les droits des enfants
- Promouvoir les droits des enfants dans les relations extérieures.

Dans le court terme, l'UE envisage de demander une étude sur l'impact des instruments communautaires sur les droits des enfants. Les conclusions de cette étude alimenteront ensuite un Livre vert prévu à la fin de 2007 ou au début de 2008, qui serait lui-même le point de départ d'une large consultation publique sur une stratégie européenne sur les droits des enfants.

Voir la page de la Commission européenne sur la Communication relative aux droits des enfants : [http://ec.europa.eu/commission\\_barroso/president/focus/childrens-rights\\_en.htm](http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/focus/childrens-rights_en.htm)

## Les personnes qui côtoient la pauvreté au jour le jour ont la parole

« L'Union européenne doit faire quelque chose pour les enfants. Quel sens a ma vie si je ne peux pas donner d'avenir à mes enfants ? »

« La pauvreté durant l'enfance, c'est de la discrimination. »

« Je ne peux pas inviter les copains de mes enfants à la maison parce que c'est trop petit. Du coup, mes enfants ne sont pas invités non plus chez les autres. Eux aussi sont exclus. Nous sommes obligés de vivre cachés. »

« Mes enfants hériteront de ma pauvreté. »

« Mes enfants ne peuvent pas partir en classes de ski ni en immersion d'une semaine à l'étranger pour apprendre une langue. La formation tout au long de la vie n'est pas dans mes moyens, pas plus que les activités culturelles. »

Voici quelques unes des phrases entendues lors de la cinquième rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté qui s'est déroulée les 12 et 13 mai 2006 à Bruxelles.

L'intégralité de ce rapport est disponible sur le site : [www.eapn.org](http://www.eapn.org)

## La pauvreté des enfants au Royaume-Uni : pistes pour l'avenir

Depuis qu'il a pris le pouvoir en 1997, le gouvernement travailliste au Royaume-Uni (RU) a toujours placé la question de la pauvreté des enfants au centre de sa stratégie d'inclusion sociale. Où en est-on aujourd'hui ?

**L**a force de l'engagement du gouvernement travailliste s'est traduite en 1999 par l'annonce de Tony Blair qu'il s'était fixé comme objectif à l'horizon de 2020 d'éradiquer la pauvreté des enfants. Cette problématique gagnant en importance dans l'agenda européen de politique sociale, examinons l'approche prise au RU et voyons dans quelle mesure celle-ci induit de véritables changements pour les enfants et les familles qui vivent dans la pauvreté.

En 1997, le RU était dans les derniers de la classe européenne au niveau de la pauvreté des enfants, avec près de 33 % des enfants vivant dans des ménages à bas revenu. Le pourcentage d'enfants vivant dans des ménages pauvres avait doublé dans les années 80 et 90, avec certaines catégories d'enfants particulièrement menacées. Le gouvernement a eu raison de comprendre, à l'époque, qu'il ne s'agissait pas uniquement d'un problème à court terme, mais qu'au contraire il aurait une incidence durable sur le parcours éducatif, la santé et les perspectives professionnelles des enfants concernés. L'approche politique, depuis 1999, s'est donc efforcée de sortir les enfants de la pauvreté monétaire, tout en améliorant les services offerts afin de s'attaquer aux aspects de l'exclusion sociale liés à l'enseignement, à la santé et à d'autres facteurs.

Depuis 1999, le nombre d'enfants vivant en situation de pauvreté a réellement diminué avec 700000 enfants qui sont sortis de la pauvreté en 2004/2005. Cela a permis au RU de décoiffer le bonnet d'âne européen. Pourtant le gouvernement britannique avait raté sa première cible en matière de pauvreté des enfants (sortir 1 million d'enfants de la pauvreté à l'horizon 2004/2005), ce qui avait jeté un doute sur sa capacité à éradiquer la pauvreté chez 1,1 millions d'enfants supplémentaires d'ici à 2010 (cible suivante). Ce premier échec pose de graves questions sur l'action britannique, ce qui se répercute sur l'ensemble de l'Europe.

### Le travail est-il un moyen réaliste de combattre la pauvreté des enfants ?

Le gouvernement britannique a concentré ses efforts sur l'insertion des parents dans un emploi rémunéré. Cependant, le taux d'emploi des parents isolés, dont les enfants sont particulièrement menacés, devra être largement relevé si l'emploi reste le seul mécanisme utilisé. Une estimation récente semble indiquer que le taux d'emploi des parents isolés devrait passer à 86% pour réellement combattre la pauvreté des enfants, mais on peut se demander si les objectifs du marché du travail sont réalistes.

### Les indemnités sociales permettent-elles de sortir de la pauvreté ?

Si le nombre d'enfants vivant en situation de pauvreté a diminué, ce n'est pas uniquement dû à une augmentation des taux d'emploi. Elle s'est accompagnée d'un relèvement des indemnités ciblées sur les enfants. La valeur combinée des indemnités liées ou non au travail pour les personnes avec enfants a augmenté plus rapidement que pour les autres catégories de populations. Malgré ces augmentations, un rapport récent indique qu'un montant supplémentaire de 4,3 millions £ (6,4 millions € par an devrait être dépensé en allocations et en crédits d'impôts afin d'atteindre la cible de 2010 .

### Y a-t-il une volonté politique ?

N'importe quelle stratégie visant à combattre la pauvreté doit être soutenue par une véritable direction politique afin de surmonter l'apathie ou l'hostilité naturelle du public lorsqu'il s'agit de dépenser de l'argent « pour les pauvres ». S'il y a eu un engagement politique au RU, il n'y a eu aucune analyse des véritables impacts financiers et de la nécessité d'un soutien public. Quand ils demandent « vers où se dirige la stratégie d'éradication de la pauvreté des enfants ? », les militants britanniques attendent du gouvernement qu'il rende sa politique « publique ». S'ils ne sollicitent pas l'appui du public en faveur des politiques d'éradication de la pauvreté des enfants, ils risquent de ne jamais atteindre leurs ambitieux objectifs. Voilà une leçon que doivent tirer tous les militants, partout en Europe.

Peter Kelly, Directeur de l'Alliance Pauvreté, en tant que membre d'EAPN

3. Harker, L. (2006) *delivering on Child Poverty : what would it take ? TSO : London, Cm 6951*

4. Hirsch, D. (2006) *What will it take to end Child Poverty : firing on all cylinders, Joseph Rowtree Foundation : Yrk*

## La pauvreté en Allemagne...

...dans la moyenne Européenne, mais nettement en hausse

**L**es membres de la Conférence Nationale sur la Pauvreté (CNP), représentants du monde scientifique et personnes en situation de

pauvreté, auront dû attendre plus de 20 ans, pour qu'en 2001, le gouvernement de coalition socialiste écologiste, en place depuis trois ans déjà, entende leur appel et décide d'élaborer le premier rapport officiel sur la pauvreté et les richesses. Le second rapport intitulé « Situations de vie en Allemagne » a fait suite au premier début 2005 et la nouvelle grande coalition conservateurs sociaux-démocrates en place depuis fin 2005 semble bien décidée à maintenir la production de ce report.

Voilà un premier grand succès !

Les résultats du second rapport n'étaient hélas pas moins sujets à polémique que ceux de 2001, bien au contraire, car la pauvreté augmente nettement en Allemagne ! En 1993, le taux de risque de pauvreté était de 11,7%, en 1998 il atteignait déjà 12,8% et en 2003, il était à 13,5% (ce taux représente le nombre de personnes vivant dans un ménage ayant un revenu net de subsistance équivalent à moins de 60% du salaire moyen selon la nouvelle échelle de l'OCDE). Ainsi, l'Allemagne obtient de moins bons résultats dans sa lutte contre la pauvreté que les pays scandinaves, même si le pays n'en reste pas moins dans la moyenne européenne, bien loin devant les pays libéraux que sont l'Irlande ou la Grande-Bretagne, ou que les pays du sud de l'Europe.

Les enfants, les adolescents et les jeunes adultes sont particulièrement souvent frappés de pauvreté et d'exclusion sociale en Allemagne, de même d'ailleurs que les isolés, les familles monoparentales, les familles nombreuses et les personnes issues de l'immigration. Le chômage et le manque de formation sont à citer parmi les facteurs de risque importants, bien que le nombre de tra-

vailleurs pauvres (« working poor ») soit élevé en Allemagne (il n'y a pas encore de salaire minimum en Allemagne).

L'Etat fédéral, les Länder, les communes, les associations caritatives et les structures de sécurité sociale constituent un Etat providence bien développé et performant si on le compare au reste de l'Europe. Toutefois, outre le salaire minimum, l'Allemagne manque cruellement et depuis longtemps d'offres de formation, d'enseignement et d'accompagnement des enfants de moins de 3 ans. Par ailleurs, les différents systèmes scolaires et les écoles de divers types présentes dans les Länder allemands sont très sélectifs d'un point de vue social.

**Outre le salaire minimum, l'Allemagne manque cruellement d'offres de formation, d'enseignement et d'accompagnement des enfants de moins de 3 ans**

Pour faire face à toutes ces questions, les politiques parlent actuellement de changements structurels. La CNP et ses fédérations participent autant que possible à cette réflexion générale.

Vu les restructurations de l'Etat providence intervenues ces dernières années, de moins en moins de gens gardent encore l'espoir de voir la situation s'améliorer, surtout depuis les dernières législations en date en matière de politique d'emploi et de politique sociale. Ceci a pour conséquences, que les partis de droite voient leurs scores augmenter alors que le taux de participation aux élections est en chute libre généralisée. Même les responsables politiques eux-mêmes perdent confiance dans leurs compétences législatives. Ainsi, depuis l'adoption du nouveau système de garanties minimales « Allocations de chômage II » (Arbeitslosengeld II) début 2005, cette loi a déjà été substantiellement modifiée à trois reprises entraînant des restrictions supplémentaires pour les bénéficiaires ; le quatrième amendement est à l'étude et devrait une fois encore réduire les coûts aux détriments de personnes touchées par le chômage.

## LES PRIORITÉS SOCIALES DE LA PRÉSIDENTICE ALLEMANDE

Le gouvernement allemand a présenté le 5 novembre son programme de priorités en vue de sa présidence européenne du premier semestre de 2007.

Il a promis de mettre clairement l'accent sur la dimension sociale et environnementale de l'Europe. « Nous aspirons certes à un marché efficace, mais nos valeurs incluent également la cohésion sociale et la protection de l'environnement », d'après le Secrétaire d'état allemand Silberberg, qui a ajouté : « Dans les cas où nous ne pouvons préserver et appliquer ces valeurs qu'au niveau européen, nous avons besoin de l'Union européenne. »

Le débat sur la directive Services ayant montré que les législations européennes doivent à tout moment garder à l'esprit leur impact social, le gouvernement allemand souhaite tout faire pour veiller à l'avenir à un examen attentif de l'impact social de chaque législation.

« En outre, il s'agit aussi de promouvoir des approches innovatrices permettant de mieux concilier la famille et l'emploi. Ceci est incontournable si nous voulons maîtriser les défis qui se posent à nous en raison des changements démographiques. », comme l'a ajouté M. Silberberg.

Comme elle le fait à l'entame de chaque présidence européenne, la plate-forme sociale, dont EAPN est membre, identifie une série de défis sociaux dès pour le semestre. Ce mémorandum est ensuite envoyé à la nouvelle présidence afin de lui faire connaître les attentes des ONG sociales.

Voir les mémorandums de la plate-forme sociale à l'adresse : <http://www.socialplatform.org/code/en/camp.asp?Page=623>

Depuis la réforme de l'Etat fédéral en 2006, les compétences en matière de formation reviennent en majeure partie (surtout pour la formation des jeunes) aux Länder. En raison de l'introduction du paiement de droits d'inscription, de l'augmentation des contributions des parents aux frais de crèches et du glissement des frais d'achat de livres scolaires vers les parents, les familles n'ont pas le sentiment, dans leur Land, que le changement de paradigme d'un régime d'aide sociale vers plus de services auquel procède actuellement le gouvernement, les aide grandement. Bien au contraire !

Le grand public prend de plus en plus conscience de l'ampleur de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Allemagne, mais se rend également

compte que des solutions au problème, en partie couronnées de succès, sont mises en œuvre. Pour soutenir cette attention et promouvoir les réformes politiques, les rapports sur la protection sociale et les plans d'action nationaux sont certes nécessaires mais ils sont loin d'être suffisants. Pour défendre des solutions efficaces fondées sur le droit et spécialement tournées vers les personnes en situation de pauvreté, un engagement fort des réseaux nationaux et européens est nécessaire.

*Dr Benjamin Benz*

*Zukunftsforum Familie e.V. (Forum sur l'avenir de la famille - Berlin)*

*Dr Jürgen Boeckh*

*Institut für Sozialarbeit und Sozialpädagogik (Institut pour le travail social et la pédagogie sociale – Francfort-sur-le-Main)*

## A quoi ressemble EAPN Allemagne ?

**E** **APN Allemagne**, également appelé «Die **Nationale Armutskonferenz**» (La **Conférence Nationale sur la Pauvreté (CNP)**) est un groupement d'organismes caritatifs, de structures d'entraide et de syndicats.

**Mission** : Par son travail, la CNP tente d'apporter sa contribution à la lutte contre la pauvreté et de soutenir les initiatives d'entraide émanant des personnes directement touchées ou menacées par la pauvreté. La CNP conçoit sa mission, entre autres, comme la promotion de changements politiques susceptibles d'améliorer la vie des personnes en situation de pauvreté et d'éliminer les causes structurelles du risque de pauvreté. Les actions essentielles de la CNP sont le lobbying politique et les efforts de conscientisation du grand public. La CNP cherche à sensibiliser le grand public au problème de la pauvreté grâce à des journées thématiques, des conférences de presse, des communiqués de presse, mais aussi la publication annuelle de bilans sociopolitiques sur des sujets tels que la pauvreté, la santé, la pauvreté des enfants, le marché de l'emploi.

**Revendications** : En prenant ainsi position, la Conférence veut infléchir la politique gouvernementale en matière de pauvreté ; elle participe également au comité en charge du Rapport natio-

nal sur la pauvreté et les richesses, ainsi qu'au plan d'action national pour l'insertion sociale. La CNP exige également une procédure publique transparente et juste pour l'établissement du minimum socioculturel vital. Elle s'engage pour la participation des personnes en situation de pauvreté et a organisé pour la première fois en 2006 une rencontre rassemblant des personnes en situation de pauvreté, laquelle a suscité un vif intérêt auprès des médias et impressionné par ses résultats.

**Travail en réseau**: Grâce à la création de la Conférence Nationale sur la Pauvreté en République Fédérale d'Allemagne, une nouvelle forme de coopération été mise sur pied ; ce type de coopération se décline aussi au niveau des Länder, des arrondissements et des villes et villages. Ainsi, depuis lors, cinq conférences régionales sur la pauvreté ont été créées dans cinq Länder : en Saxe, en Basse-Saxe, en Thuringe, dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale et en Saxe. Par ailleurs, il existe également une multitude de structures régionales, qui ne s'appellent pas toutes conférences sur la pauvreté, mais qui toutes se concentrent sur la question de la pauvreté.

*Anita Morhard, Arbeiterwohlfahrt Bundesverband e.V.*

*(Association fédérale pour le bien-être des travailleurs)*

*<http://www.nationale-armutskonferenz.de/>*

La pauvreté des enfants constitue non seulement une négation de leurs droits fondamentaux, mais il hypothèque également le futur bien-être des sociétés européennes

N° 120  
Nov-Dec 2006

Imprimé en Français et en Anglais  
et disponible en d'autres langues  
sur [www.eapn.org](http://www.eapn.org)

Editeur responsable  
F. Farrell

Responsable de publication  
A. Gueudet

Rue du Congrès 37-41 bte2  
B-1000 Bruxelles  
tél. 32 2 230 44 55  
fax 32 2 230 97 33

E-mail: [team@eapn.skynet.be](mailto:team@eapn.skynet.be)  
Internet: <http://www.eapn.org>

Avec la contribution de  
C. Champeix  
C. Flémal

Bureau de dépôt  
1600 Sint Pieters Leeuw 1

*Nouvelles du Réseau vise à alimenter le débat sur des thèmes spécifiques. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles d'EAPN. Si vous désirez commenter le contenu de ce numéro, envoyez un courriel à [team@eapn.skynet.be](mailto:team@eapn.skynet.be)*



EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

Avec le soutien  
de la Commission européenne

Rendez-vous visite  
**[WWW.eapn.org](http://WWW.eapn.org)**

EAPN | N°120 | 2006

8